

1^{er} NOVEMBRE
2014

Ne sous-estimons aucun

Nous célébrons dans quelques jours, la soixantième année d'une date que l'Histoire de l'Humanité a gravée dans son registre d'or pour avoir porté tout un peuple -et à sa suite tout un continent- vers la fin d'une oppression coloniale, vers la liberté enfin retrouvée... C'était à une époque où les dirigeants faisaient du passé de l'Algérie une référence et de l'avenir un objectif commun.

Le déclenchement de la guerre de Libération nationale, le 1^{er} novembre 1954, intervient en pleine guerre froide entre l'Occident et l'Union soviétique.

La France coloniale refuse de prendre en considération l'aspiration du peuple algérien à la liberté et à l'indépendance. Pourtant, ce peuple-là n'a jamais cessé de faire entendre sa voix par la voie pacifique avant de prendre les armes. Mais la France est toujours restée sourde. Elle ne comprend que ce qui ne dérange pas son ordre injuste... Elle fait mine, cette fois aussi, de ne voir en ce peuple «mineur» qu'un faire-valoir pour nuire à ses intérêts. Voilà qu'aux sifflements des premières balles de la guerre de Libération, elle impute aux pays communistes ce que le discours politique colonial banalise à l'époque en une subversion communiste, voire «une agression étrangère déguisée en insurrection nationale».

Les analyses développées en ces temps-là se recourent : l'équilibre des

L'Algérie vécut durant cette période de conquête la politique résumée par le général Saint Arnaud en ces quelques mots : «On ravage, on brûle, on pille, on détruit les maisons et les arbres.»

forces entre les deux grandes puissances, URSS et Etats-Unis, étant instauré par la maîtrise de l'arme nucléaire, il restait la conquête d'un territoire en organisant des «prétendues guerres de libération» contre le pouvoir politique établi au moyen du terrorisme et de la propagande. Cet état d'esprit colonial ne peut imaginer qu'un pays «sous-développé» en arrive à revendiquer une indépendance nationale, territoriale et politique.

Le choix de prendre les armes pour mettre fin au système colonial rassemble la majorité des Algériens. La matrice du nationalisme algérien en cette moitié du XX^e siècle est née de la culture du peuple, qui, à travers l'Histoire, a démontré ses capacités de lutte contre toute forme d'oppression. Elle s'est nourrie de l'action inlassable des milieux religieux, pour rejeter l'assimilation, des milieux politiques qui réclamaient droits et justice.

Tous ces ingrédients ont donné corps à la volonté de faire aboutir la revendication essentielle dans un cadre concerté et unifié : le recouvrement de la liberté pour le peuple algérien. Les services de propagande français se trompent. Le déclenchement de la guerre est l'œuvre des Algériens et non de l'URSS, de Cuba, ou de la Chine. Le sacrifice de toute une génération, jeune pour la plupart, n'aura pas été vain. Rappelons-nous, les militants du mouvement national qui ont déclenché la guerre pour l'indépendance du pays étaient tous des jeunes. Didouche n'avait que 27 ans, Bitat 29, Ben M'hidi 31, Krim Belkacem 32 ans, Aït Ahmed 28 ans, Amirouche 28 ans, Abane Ramdhane 34 ans. Seuls Boudiaf, Ben Boulaïd, Ben

Bella et Khider dépassaient à peine les 40 ans. Les étudiants grévistes en mai 1956 ont rejoint les maquis à l'âge de 17, 18, 19 ans au plus. Le combat par les armes, puis par la diplomatie a imposé inéluctablement l'inscription de la «question algérienne» à l'ordre du jour dans les instances de l'Organisation des Nations Unies.

Pour atteindre cette grande ambition, la libération du pays, il y a eu plusieurs étapes. Celle du 20 Août 1955, une opération politique et militaire d'envergure s'il en est. Malgré des incidences extrêmement préjudiciables à une population écrasée par le rouleau compresseur des soldats coloniaux qui de l'avis même de leurs chefs (Aussaresses entre autres) ont fait un autre massacre qui rappelle par sa férocité, celui de Mai 1945, les opérations du 20 Août 1955 ont peut-être sauvé la Révolution de l'essoufflement.

En 1956, le FLN qui a su rassembler toutes les forces politiques et sociales du pays organise le Congrès de la Soummam, le 20 août. C'est bien cette coordination entre les forces de tout le pays qui avait cruellement manqué aux résistants algériens de 1830 à 1954.

Traverser l'Algérie de long en large avec le risque permanent de se faire prendre par l'ennemi, préparer dans la clandestinité les futurs textes de la Révolution par des moyens réduits, se réunir enfin pendant une vingtaine de jours quasiment au cœur du dispositif répressif de l'armée coloniale est une gageure que ne peuvent ignorer que des esprits mesquins, auxquels l'Histoire de notre révolution n'a

octroyé que de petits paragraphes. Ces quelques rappels doivent suffire pour contredire les allusions pénibles de ceux qui voyaient mal, très mal le fait de n'avoir pas été les héros d'un tel événement. Des forces éprises de paix et de justice dans le monde, des intellectuels de gauche notamment ont apporté leur soutien sous diverses formes, des prises de position jusqu'au «port de valises» du FLN.

En 1960, l'ONU proclame le droit à l'autodétermination du peuple algérien. Une grande victoire pour le peuple algérien qui voit à travers cette déclaration la fin d'un calvaire qui a duré 130 ans. L'organisation FLN/ALN bénéficiant de la pression internationale, maintient la pression intérieure où les combats continuent, aussi bien sur le territoire algérien qu'en «Métropole» même où le peuple maintenant bat le pavé des grands boulevards.

La France contrainte ouvre des négociations officielles avec le GPRA. C'est le début de la fin. Mais à quel prix ? L'Algérie a perdu 1 million et demi de ses enfants. Elle compte des milliers de veuves et d'orphelins. Ses villages ont été dévastés par l'horreur, ses terres calcinées par le napalm. Rejetant la politique d'intégration, le président Charles de Gaulle qui menait concomitamment une guerre à outrance à partir de l'été 1959 tout en essayant de séduire par de grandes initiatives socio-économiques qui n'ont pu entamer la volonté des Algériens à se libérer d'un interminable joug colonial des plus inhumains, de plus d'un siècle, est contraint à proposer une politique d'autodétermination qui se traduit par un référendum tenu en «Métropole» et en Algérie. A ses inter-

locuteurs qui le poussaient en désespoir de cause à accepter l'intégration des Algériens, de Gaulle, conscient que la loi du nombre serait à terme, en faveur des Algériens musulmans, opposa :

«Nous sommes quand même avant tout un peuple européen de race blanche, de culture grecque et latine et de religion chrétienne. Qu'on ne se raconte pas d'histoires, les musulmans, vous êtes allés les voir ? Vous les avez regardés avec leurs turbans et leurs djellabas ? Vous voyez bien que ce ne sont pas des Français. Ceux qui prônent l'intégration ont une cervelle de colibri. Essayez d'intégrer de l'huile et du vinaigre. Agitez la bouteille. Au bout d'un moment, ils se sépareront de nouveau.

Les Arabes sont des Arabes, les Français sont des Français. Vous croyez que le corps français peut absorber dix millions de musulmans, qui demain seront vingt millions et après-demain quarante ?

Si nous faisons l'intégration, si tous les Arabes et les Berbères d'Algérie étaient considérés comme des Français, les empêcheriez-vous de venir s'installer en métropole, alors que le niveau de vie y est tellement plus élevé ? Mon village ne s'appellerait plus Colombey-les-deux-Eglises, mais Colombey-les-deux-Mosquées.»

La sentence de l'Histoire tombe le 5 juillet 1962. L'Algérie recouvre son indépendance après 132 ans d'occupation coloniale. Une occupation décidée sous le règne de Charles X, petit-fils de Louis XV, que poursuit son cousin Louis-Philippe de 1830 à 1848. L'Algérie vécut durant cette période de conquête la politique résumée par le général Saint Arnaud en ces quelques mots : «On ravage, on brûle, on pille, on détruit les maisons et les arbres.»

De la II^e République de 1848 à 1852 sous Louis Napoléon Bonaparte, futur Napoléon III, l'Algérie résiste toujours à la puissance de feu des forces coloniales qui ne se retiennent pas de procéder à des «enfumades», à des razzias et autres saccages des récoltes, des douars entiers. De la III^e République, l'Algérie a connu les lois scélérates, les senatus consulte de 1863, la loi instaurant l'état civil en 1881 appliquée avec l'intention de bouleverser la société algérienne en la déstructurant, l'atomisant, l'émiettant, de déposséder les Algériens de leur patronyme, façon de casser l'identité. Tous les Présidents suc-

Notre pays, à l'instar de bien d'autres, a vécu un long «processus d'aliénation historique et d'annihilation de notre propre anthropologie culturelle et linguistique» mais le redressement est à notre portée : aux ressources naturelles énormes dont nous disposons s'ajoute, en effet, un réservoir de ressources humaines jeunes et surtout disponibles pour l'économie nationale.

cessifs ont été témoins de la tragédie vécue par les Algériens demeurés pour eux des sujets, chair à canon de leur armée. Napoléon III a imaginé inclure l'Algérie dans un vaste «royaume arabe» qui s'étendrait jusqu'à Baghdad et devait dépendre de la Syrie.

Ses successeurs à partir de décembre 1870 et l'avènement de la III^e République, sont tous restés sourds aux luttes politiques menées par les partis politiques algériens musulmans qui réclamaient un ordre social et économique plus juste, un rôle politique conforme à celui en cours pour les Français. Tous les Présidents sans exception d'Adolphe Thiers en 1871 à Albert Lebrun en 1940. Il en est de

Par Karim Younès



même pour les Présidents de la IV^e République : Vincent Auriol 1947-1954, et René Coty 1954-1958 qui fut témoin du déclenchement de la guerre de Libération. Charles de Gaulle de 1958-1965 (puis de 1966/1969), premier Président de la V^e République vivra comme «acteur-observateur» de son siècle, la mer coloniale se retirera dans un mouvement de marée basse et clôt la longue nuit coloniale de 132 ans.

Notre pays, à l'instar de bien d'autres, a vécu un long «processus d'aliénation historique et d'annihilation de notre propre anthropologie culturelle et linguistique» mais le redressement est à notre portée : aux ressources naturelles énormes dont nous disposons s'ajoute, en effet, un réservoir de ressources humaines jeunes et surtout disponibles pour l'économie nationale.

La jeunesse algérienne avec ses besoins, ses aspirations, ses problèmes, constitue l'un des principaux défis de l'avenir. Et il est vraiment dommage et même inacceptable qu'aujourd'hui cette jeunesse ne soit pas associée à la préparation de son avenir, celui du pays alors que c'est elle qui a mené le combat libérateur d'hier.

Notre avenir ? Il est indubitablement lié à celui de l'évolution du monde d'aujourd'hui. Posons-nous cette question : notre pays, l'Algérie, est-il en ordre de marche pour aller au-devant des défis du siècle ? Car les défis sont multiples et interdépendants. Pouvons-nous avoir un partenariat stratégique avec la première puissance du

monde hors dimensions sécuritaires ? Pouvons-nous espérer partager une vision géostratégique et forger des alliances structurées pour affronter les grands enjeux et défis du monde et des relations internationales ?

Le défi de l'eau, de la terre et de l'environnement est encore plus important parce qu'il s'agit d'assurer la sécurité alimentaire des futurs 60 millions d'Algériens, avec des ressources en eau qui seront de plus en plus rares, des sols insuffisamment exploités et mal protégés en ce moment. Un peuple qui arrive à se suffire sur le plan alimentaire, est un peuple qui peut affronter tous les autres défis.